

Il se passe à mon avis quelque chose d'autre et de très particulier. J'ai lu avec intérêt le discours prononcé l'autre soir par l'honorable député de Crowfoot (M. Horner), ministre de l'Industrie et du Commerce, qui parlait devant la Chambre des communes. Il est l'un des personnages qui tient les leviers de commande de l'économie de notre pays. Et dire qu'il ne comprenait même pas que c'est la quantité d'argent injectée dans le système qui provoque l'inflation. Il ne comprenait même pas que la cause fondamentale sous-jacente de l'inflation fait partie des notions les plus élémentaires de l'économie. Ce haut ministre de la Couronne est supposé exercer la responsabilité d'une partie de la gestion économique de notre pays, et il ne comprend pas ce qui se passe.

● (2102)

Tout citoyen canadien qui a suivi le débat de ce projet de loi, surtout le Canadien qui a écouté ce que le nouveau ministre des Finances a déclaré et la façon dont il a traité l'économie jusqu'à présent, doit être très, très inquiet. Ni à la Chambre ni au comité le ministre des Finances n'a voulu indiquer que le gouvernement était disposé à adopter une attitude totalement nouvelle à l'égard de la gestion de la politique économique. Pourtant la chose s'impose. Combien de temps allons-nous devoir encore endurer le chômage, l'inflation, la détérioration de la balance des paiements avant de savoir que les politiques du gouvernement sont mauvaises?

L'ancien ministre des Finances (M. Turner) nous a rendu un bien mauvais service en affirmant qu'il n'y avait rien à faire. C'est faux. En outre, il ne suffit pas d'affirmer que nos problèmes résultent de la situation mondiale. Ce n'est pas vrai. Le problème vient de nous. C'est que nous ne sommes pas prêts à réorienter nos politiques, à nous défaire de procédés qui avaient bien servi au cours des années 50 et 60, mais qui n'ont plus de valeur pour les années 70.

Si le ministre des Finances veut apporter sa contribution au bien-être de notre pays, il devrait commencer sans tarder à se défaire de nos méthodes budgétaires passées. Il commencerait à analyser les divers secteurs économiques afin de découvrir ce que réclame chaque secteur pour lui assurer la prospérité. Il doit travailler avec les gestionnaires de ces secteurs. Il doit les convoquer à Ottawa et commencer à construire un budget à partir de leurs connaissances. Nous aurions alors une occasion raisonnable de relancer notre économie.

Si, au printemps, le ministre présente un budget fondé sur une politique ou une théorie macro-économique fondamentale visant à résoudre nos problèmes par des réductions générales d'impôts et des réorientations de dépenses, ce sera peine perdue et nous nous retrouverons dans une situation encore plus destructrice qu'à l'heure actuelle. Et les ministres des Finances n'ont pas le droit de faire de la politiciaille à ce sujet parce que les problèmes sont trop graves.

M. Chrétien: Votons donc là-dessus.

M. Gillies: Depuis beaucoup trop longtemps, on juge les ministres des Finances au Canada sur leur habileté politique au lieu de leur compétence économique. Nous connaissons les problèmes auxquels le pays fait face. Nous espérons que le nouveau ministre des Finances se rendra compte de ce que nous font perdre un million de gens en chômage, un taux

Impôt sur le revenu

croissant d'inflation et la baisse du dollar. Nous espérons que le ministre des Finances aura le courage de nous présenter un nouveau genre de budget clair qui aidera à replacer le pays sur la voie de la prospérité.

Des voix: Bravo!

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, après avoir écouté le député de Don Valley (M. Gillies) et d'autres conservateurs, je me demande parfois si nous ne sommes pas au pays des merveilles.

M. Paproski: Allez-y, Alice.

M. Rodriguez: Allons-y, Alonzo.

En mars dernier, l'ancien ministre des Finances a présenté un budget dans lequel il acceptait un taux de chômage de 8 p. cent et une masse d'un million de chômeurs. Les conservateurs reprochent maintenant au ministre des Finances (M. Chrétien) de dire qu'il nous faut accepter qu'il y ait un million de chômeurs. M. Darcy McKeough, le trésorier de l'Ontario, l'idole de la Chambre de commerce de Chatham, a dit que M. Macdonald était un homme brave et qu'il appuyait son budget. Il était prêt à accepter 5.3 p. cent de chômage comme étant le plein emploi en Ontario. Comment peuvent-ils ainsi se contredire? Cela me dépasse complètement.

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: Les députés peuvent bien dire ce qu'ils veulent, mais je sais que j'ai touché un point sensible.

Il y a environ neuf mois, en février dernier, je me souviens que nous avons examiné un bill fiscal semblable. J'ai parlé pendant un certain temps pour m'opposer à ce bill. Si certains conservateurs y avaient mis du leur, notre législation fiscale aurait peut-être été fondamentalement modifiée; au lieu de cela, les gens finissent par se faire avoir.

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: Monsieur l'Orateur, c'est exactement ce que font les libéraux lorsqu'ils proposent un bill fiscal. Il y a neuf mois, je me suis opposé à ce bill fiscal en disant qu'il ne faisait rien pour résoudre le chômage. Aujourd'hui, neuf mois plus tard, nous examinons un bill semblable et je m'oppose au bill C-11 comme je m'étais opposé au premier bill fiscal.

Lorsque les conservateurs et les libéraux parlent du chômage, ils refusent continuellement de prendre des mesures concrètes pour y remédier. Le premier ministre (M. Trudeau) et les ministres du cabinet d'en face ont dit que nous ne pouvons pas créer d'emplois et que nous devons en laisser le soin au secteur privé. Ils ont dit que nous devons compter sur le secteur privé ou la libre entreprise, qui nous sauveront. Ou nous attendons que l'économie américaine nous sorte de cette impasse. Nous attendons que la cavalerie américaine sonne la charge et franchisse les collines pour voler à notre secours.

Mme Pigott: Nous devons nous faire plus d'amis.

M. Rodriguez: Voilà encore le «cookie monster» qui s'en mêle. Les députés d'en face ont dit que le secteur privé créera des possibilités d'emploi, mais que nous devons lui accorder des avantages et des concessions fiscales pour lui permettre de le faire. Nous devons lui donner les moyens de créer des possibilités d'emploi pour les Canadiens.